

**ARRÊTÉ N°2024-006**  
**AUTORISANT LE DEVERSEMENT**  
**TEMPORAIRE DES EAUX PLUVIALES**  
**ET EAUX DE PROCESS DE L'OA3407P**  
**– LIGNE 17 GRAND PARIS EXPRESS**

**Pour les installations situées rue de**  
**l'abbé Niort 93150 Blanc-Mesnil**

**Dans le réseau public d'assainissement**  
**du territoire Paris Terres d'Envol**

**Coordonnées du demandeur**  
**DEMATHIEU - BARD IMMOBILIER**  
**Zone industrielle Voie Romaine**  
**87140 WOIPPY**  
**SIRET : 790 843 411 00154**  
**Code NAF : 4110A**  
**Monsieur Rémi ROUSSEAU**  
**06.43.51.71.36**  
**remi.rousseau@demathieu-bard.fr**

**Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique  
**Vu** l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;  
**Vu** les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021  
**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis  
**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'Administration du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014 qui définit les conditions et règles d'admissibilité auxquelles sont soumis les déversements d'effluents directs ou indirects de la zone de collecte du SIAAP

**Considérant** les avis émis sur la demande d'autorisation de déversement d'eaux pluviales et d'eaux de process par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 1<sup>er</sup>/03/2024
- Le SIAAP en date du 04/03/2024

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

**DEMATHIEU - BARD IMMOBILIER**

**SIRET : 790 843 411 00154**

**Code NAF : 4110A**

Pour ses installations situées rue de l'abbé Niort au Blanc-Mesnil.

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux pluviales (susceptibles d'être polluées par l'activité du chantier) et eaux de process provenant du chantier dans le réseau unitaire territorial de la rue de l'Abbé Niort au Blanc-Mesnil. Ce réseau rejoint le réseau unitaire départemental de l'avenue du 8 mai 1945 au Blanc-Mesnil puis les réseaux et installation du SIAAP.

L'établissement public territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

Les rejets auront lieu dans le branchement existant du chantier rue de l'abbé Niort.

### ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

#### A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
  - Colorer anormalement les rejets
  - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
  - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter le règlement du service d'assainissement de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du service départemental de l'assainissement du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

#### B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Le déversement des eaux pluviales et eaux utilisées pour le bétonnage sur site en provenance du chantier sur le réseau unitaire se fera avec un débit régulé à 4.4l/s, soit 16 m<sup>3</sup>/h.

Concernant les eaux utilisées pour le process, il peut être estimé au maximum les volumes suivants :

16m<sup>3</sup>/h x 12h (nb heures travaillées par jour) = 192 m<sup>3</sup>/jour

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

Les eaux rejetées devront en particulier les prescriptions particulières suivantes

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg /l)	Flux journalier maximal (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2 000 mg/l	384 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l	153,6 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	115,2 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/l	28,8 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/l	9,6 kg/j
Sulfates	400 mg/l	76,8 Kg/j
Chlorures	500 mg/l	96 kg/j

Quel que soit le réseau, les eaux devront également respectées les seuils de rejet ci-dessous :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	2880 g/j
Indice phénols	0,3 mg/l	57,6 g/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	38,4 g/j
Benzène	0 mg/l	0 g/j
Toluène	4 mg/l	768 g/j
Éthylbenzène	1,5 mg/l	288 g/j
Xylène	1,5 mg/l	288 g/j
Manganèse	0,05 mg/l	9,6 g/j
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	9,6 g/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	19,2 g/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	96 g/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	96 g/j
Chrome total (en Cr)	0,5 mg/l	96 g/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	96 g/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	384 g/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	960 g/j
AOX	1 mg/l	192 g/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l	192 g/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	1920 g/j
HAP	0,05 mg/l	9,6 g/j
PCB	0,05 mg/l	9,6 g/j

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte.

### ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

#### Nature des rejets et débits

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

La principale activité de l'Etablissement sur le site est la construction de l'ouvrage annexe OA3407P de la future ligne 17 du Grand Paris Express.

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes : rejet d'eaux pluviales et d'eaux de process.

Les eaux pluviales de ruissellement peuvent être souillées par le lessivage des sols avec présence de coloration ou de fines de ciments, terres. Les eaux utilisées pour le process (lavage des outils, lavage des sols ...) sont issues du réseau d'eau potable.

#### Réseaux internes de collecte

Le raccordement au réseau public est réalisé par un branchement existant rue de l'Abbé Niort.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

#### Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

#### Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement devra mettre en place des dispositifs de prétraitement avant rejet au réseau public d'eaux pluviales permettant de respecter les prescriptions indiquées à l'article 2. A minima un bac de décantation devra être installé. Le demandeur précise qu'une station de traitement HB20 avec correction du pH et abaissement des MES sera installée sur site. L'analyse des eaux pluviales (annexe II) est conforme aux seuils de rejet.

### **ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION**

Une convention de rejet avait été signée le 06 octobre 2022 pour une durée de 15 mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 soit jusqu'au 31 décembre 2023. Les travaux ayant été reportés et le demandeur sollicite un renouvellement de l'arrêté de rejet.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2025 à compter de sa date de signature.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 2 mois avant la date d'expiration du présent arrêté. En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'établissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

Le département de la Seine-Saint-Denis, le SIAAP et l'EPT Paris Terres n'appliquent pas de redevance pour des rejets d'eaux pluviales.

## ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

L'exploitant doit spécifier les différents volumes d'eaux rejetés pour chaque type d'eau.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

### Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

### Surveillance de la qualité des rejets :

Mesures à effectuer :

- Une mesure de débit, de pH en continu de l'effluent rejeté sera faite et devra pouvoir être communiquée à tout moment aux gestionnaires des réseaux d'assainissement.
- Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement dès le début du rejet puis tous les mois.

Transmission des données obtenues :

Dès réception du rapport d'analyse transmis par le laboratoire en cas de non-conformité. L'établissement devra arrêter ce déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis à la fin du rejet sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'auto-surveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition des nouveaux résultats d'analyses.

Contacts	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	<a href="mailto:contact.usager@paristde.fr">contact.usager@paristde.fr</a>

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

<b>Département de Seine Saint Denis</b> DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01.43.93.68.33 ou 01.43.93.68.41	<a href="mailto:autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr">autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr</a>
<b>SIAAP</b> Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75 589 PARIS Cedex 12	01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	<a href="mailto:arrete.deversement@siaap.fr">arrete.deversement@siaap.fr</a>

### Contrôle

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyses appelées à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

### **ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION**

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H<sub>2</sub>S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H<sub>2</sub>S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le maire de la commune du Blanc-Mesnil

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **21 MARS 2024**

**Bruno BESCHIZZA**  
Président de Paris Terres d'Envol  
Maire d'Aulnay-sous-Bois

**P/e Président**

**par délégation**

**Le Directeur Général**





Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

**Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol**

Direction de l'Eau et l'Assainissement  
0 800 10 23 13 – [contact.usagers@paristde.fr](mailto:contact.usagers@paristde.fr)

**Département de Seine-Saint-Denis**

Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Hydrologie Urbaine et Environnement  
Bureau Qualité des Eaux  
01 43 93 65 00

**SIAAP**

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)  
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - [pc.saphyrs@siaap.fr](mailto:pc.saphyrs@siaap.fr)

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfates établi à 400 mg/l, si des désordres étaient constatés sur le système d'assainissement, tels que des émanations de gaz soufrés engendrant un danger pour le personnel exploitant, le rejet sera immédiatement arrêté et l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

## **ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

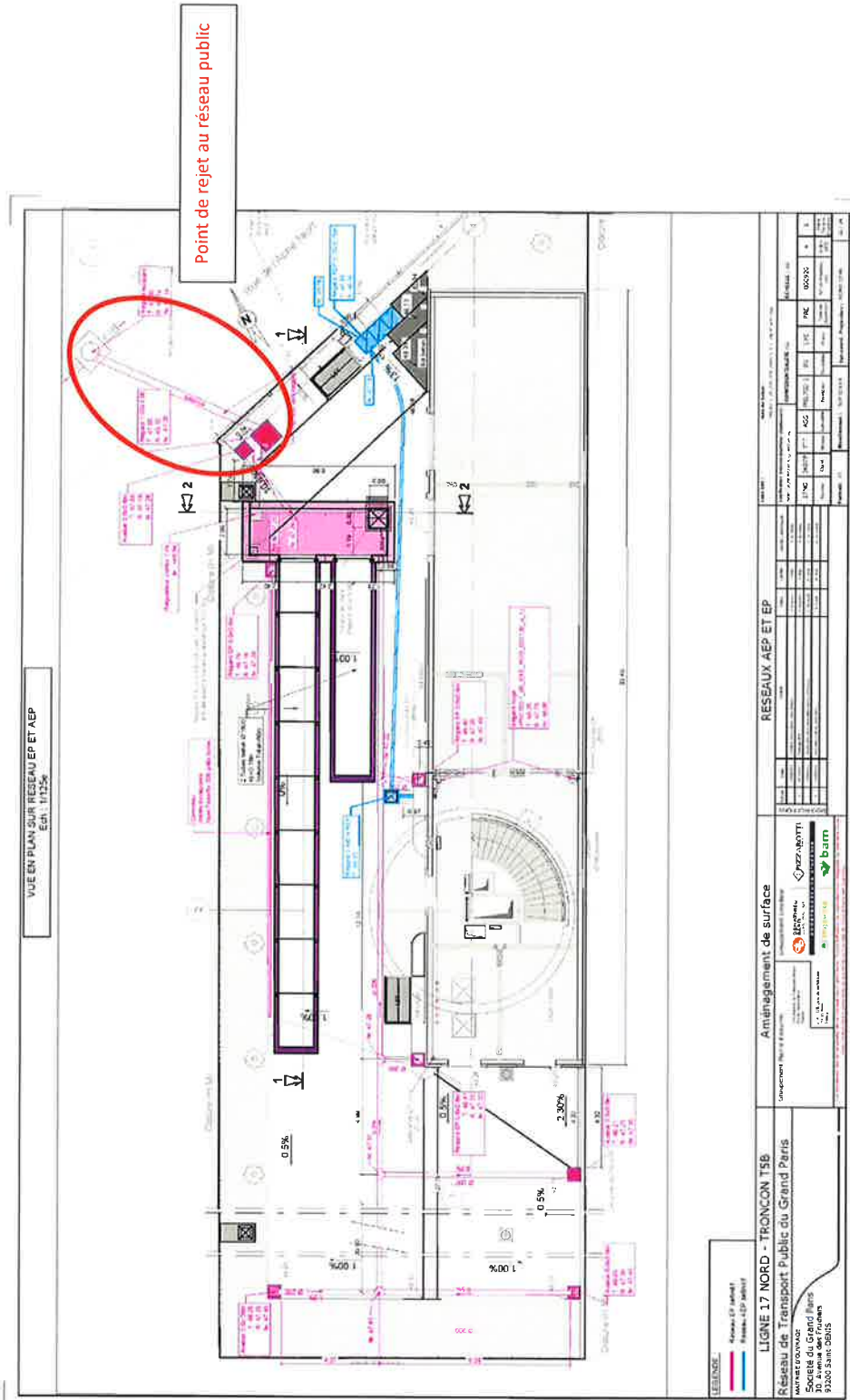
Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de

093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024



# ANNEXE I : Plan du chantier



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

**EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT  
FRANCE SAS**

**DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION**  
**Monsieur Rémi ROUSSEAU**  
4 Bis rue de l'Epinette  
77340 PONTAULT COMBAULT

**RAPPORT D'ANALYSE****Dossier N° : 23E204879**

Version du : 05/12/2023

N° de rapport d'analyse : AR-23-LK-254470-01

Date de réception technique : 09/11/2023

Première date de réception physique : 04/11/2023

Référence Dossier :

Référence Commande : CH-DBC-8281-967418

Coordinateur de Projets Clients : Elisa Gitzhofer / ElisaGitzhofer@eurofins.com / +33 3 88 91 19 11

N° Ech	Matrice	Référence échantillon
001	Eau chargée/Residuaire (EC)	3407/104

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne  
5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne  
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 918 531 - site web : [www.eurofins.fr/env](http://www.eurofins.fr/env)  
SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

ACCREDITATION  
N° 1- 1488  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 23E204879**

Version du : 05/12/2023

N° de rapport d'analyse : AR-23-LK-254470-01

Date de réception technique : 09/11/2023

Référence Dossier :

Première date de réception physique : 04/11/2023

Référence Commande : CH-DBC-8281-967418

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**3407/104**

Matrice :

**EC**

Date de prélèvement :

Date de début d'analyse :

**09/11/2023**

Température de l'air de l'enceinte :

**11.2°C**

### Analyses immédiates

LS404 : Titre Alcalimétrique Complet (TAC) °F 4.2

LS010 : Matières en Suspension (MES) par filtration mg/l ▲ # 11

### Indices de pollution

LS046 : Organo Halogénés mg Cl/l ▲ # &lt;0.05

**Adsorbables (AOX)**

LS02M : Azote Nitrique / Nitrates (NO3)

Nitrates mg NO3/l ▲ # 1.09

Azote nitrique mg N-NO3/l ▲ # 0.25

LS02X : Azote Nitreux / Nitrites (NO2)

Nitrites mg NO2/l ▲ # 0.09

Azote nitreux mg N-NO2/l ▲ # 0.03

LS02J : Chlorures mg/l \* 6.7

LS02U : Chrome VI mg/l ▲ # &lt;0.01

LS03A : Sulfates (SO4) mg SO4/l \* 9.02

LS18L : Demande Chimique en Oxygène (ST-DCO) mg O2/l \* 12

LS89H : Détermination de la Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)

DBO-5 mg O2/l \* &lt;3

Mesure dilution 1 &lt;3

LS559 : Fluorures mg/l \* &lt;0.5

LS007 : Azote Kjeldahl (NTK) mg N/l \* &lt;3.00

LS474 : Calcul de l'azote global (NO2+NO3+NTK) mg N/l 1.77

LS480 : Indice phénol µg/l \* &lt;10.0

LS479 : Cyanures totaux µg/l \* &lt;10

LS0DN : Substances actives au Bleu de Méthylène mg/l ▲ # &lt;0.1

(Tensioactifs anioniques)

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverny  
5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverny  
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 918 531 - site web : www.eurofins.fr/env  
SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 1-1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr  
**ESSAIS**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

**RAPPORT D'ANALYSE**
**Dossier N° : 23E204879**

Version du : 05/12/2023

N° de rapport d'analyse : AR-23-LK-254470-01

Date de réception technique : 09/11/2023

Première date de réception physique : 04/11/2023

Référence Dossier :

Référence Commande : CH-DBC-8281-967418

N° Echantillon

001

Référence client :

3407/104

Matrice :

EC

Date de prélèvement :

Date de début d'analyse :

09/11/2023

Température de l'air de l'enceinte :

11.2°C

**Métaux**

LS488 : Minéralisation acide nitrique avant analyse métaux	*	Fait
LS425 : Aluminium (Al)	mg/l	0.55
LS428 : Arsenic (As)	mg/l	<0.01
LS433 : Cadmium (Cd)	mg/l	<0.01
LS435 : Chrome (Cr)	mg/l	<0.01
LS437 : Cuivre (Cu)	mg/l	<0.02
LS439 : Fer (Fe)	mg/l	0.04
LS442 : Manganèse (Mn)	mg/l	<0.01
LS444 : Nickel (Ni)	mg/l	<0.01
LK07G : Phosphore (P)	mg/l	<0.1
LS446 : Plomb (Pb)	mg/l	<0.01
LS459 : Zinc (Zn)	mg/l	0.10
LS574 : Mercure (Hg)	µg/l	<0.5

**Hydrocarbures totaux**
**LS4E : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à  
nC40 (%)**

> C10 - C12 inclus (%)	%	-
> C12 - C16 inclus (%)	%	-
> C16 - C20 inclus (%)	%	-
> C20 - C24 inclus (%)	%	-
> C24 - C28 inclus (%)	%	-
> C28 - C32 inclus (%)	%	-
> C32 - C36 inclus (%)	%	-
> C36 - C40 exclus (%)	%	-

**LS4L9 : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à  
nC40 (mg/l)**

C10 - C12 inclus	mg/l	<0.085
> C12 - C16 inclus	mg/l	<0.085
> C16 - C20 inclus	mg/l	<0.085

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne

5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

 ACCREDITATION  
N° 1 - 1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr

 Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 23E204879**

Version du : 05/12/2023

N° de rapport d'analyse : AR-23-LK-254470-01

Date de réception technique : 09/11/2023

Référence Dossier :

Première date de réception physique : 04/11/2023

Référence Commande : CH-DBC-8281-967418

N° Echantillon : **001**  
 Référence client : **3407/104**  
 Matrice : **EC**  
 Date de prélèvement :  
 Date de début d'analyse : **09/11/2023**  
 Température de l'air de l'enceinte : **11.2°C**

### Hydrocarbures totaux

LS4L9 : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à nC40 (mg/l)

> C20 - C24 inclus	mg/l	<0.065
> C24 - C28 inclus	mg/l	<0.065
> C28 - C32 inclus	mg/l	<0.065
> C32 - C36 inclus	mg/l	<0.065
> C36 - C40 inclus	mg/l	<0.065

LS578 : Indice Hydrocarbures (C10-C40) mg/l \* <0.50

### Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)

LS8RK : Fluoranthène	µg/l	* <0.05
LS8RT : Naphthalène	µg/l	* <0.05
LS8RJ : Anthracène	µg/l	* <0.05
LS8RL : Pyrène	µg/l	* <0.05
LS8RP : Benzo(b)fluoranthène	µg/l	* <0.05
LS8RO : Benzo(k)fluoranthène	µg/l	* <0.05
LS8RG : Benzo(a)pyrène	µg/l	* <0.05
LS8RW : Benzo(ghi)Pérylène	µg/l	* <0.05
LS8RR : Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	µg/l	* <0.05
LS8RH : Fluorène	µg/l	* <0.05
LS8RI : Phénanthrène	µg/l	* <0.05
LS8RM : Benzo-(a)-anthracène	µg/l	* <0.05
LS8RN : Chrysène	µg/l	* <0.05
LS8RS : Dibenzo(a,h)anthracène	µg/l	* <0.05
LS8RU : Acénaphthylène	µg/l	* <0.05
LS8RV : Acénaphène	µg/l	* <0.05
LSFF7 : Somme des HAP 16	µg/l	0.2

### Polychlorobiphényles (PCBs)

LSI4R : Injection PCB

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne  
 5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne  
 Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : [www.eurofins.fr/env](http://www.eurofins.fr/env)  
 SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

**cofrac**  
  
 ACCREDITATION  
 N° L- 1488  
 Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)  
**ESSAIS**

Accusé de réception en préfecture  
 093-200058097-20240321-2024-006-AU  
 Date de télétransmission : 21/03/2024  
 Date de réception préfecture : 21/03/2024

**RAPPORT D'ANALYSE**
**Dossier N° : 23E204879**
**N° de rapport d'analyse : AR-23-LK-254470-01**
**Version du : 05/12/2023**
**Date de réception technique : 09/11/2023**
**Première date de réception physique : 04/11/2023**
**Référence Dossier :**
**Référence Commande : CH-DBC-8281-967418**
**N° Echantillon**
**001**
**Référence client :**
**3407/104**
**Matrice :**
**EC**
**Date de prélèvement :**
**Date de début d'analyse :**
**09/11/2023**
**Température de l'air de l'enceinte :**
**11,2°C**
**Polychlorobiphényles (PCBs)**

LS3UL : <b>PCB 28</b>	µg/l	*	<0.02
LS3UQ : <b>PCB 52</b>	µg/l	*	<0.02
LS3UM : <b>PCB 101</b>	µg/l	*	<0.02
LS3UK : <b>PCB 118</b>	µg/l	*	<0.02
LS3UN : <b>PCB 138</b>	µg/l	*	<0.02
LS3UP : <b>PCB 153</b>	µg/l	*	<0.02
LS3UR : <b>PCB 180</b>	µg/l	*	<0.02
LS0HM : <b>Somme des 7 PCB réglementaires</b>	µg/l	*	<0.0200

**Composés Volatils**

LS1KU : <b>Dichlorométhane</b>	µg/l	*	<5.00
LS1KL : <b>Chloroforme</b>	µg/l	*	<2.00
LS1K5 : <b>Tetrachloroéthylène</b>	µg/l	*	<1.00
LS1KH : <b>1,1-Dichloroéthane</b>	µg/l	*	<2.00
LS1K4 : <b>1,2-Dichloroéthane</b>	µg/l	*	<1.00
LS1KS : <b>1,1,2-Trichloroéthane</b>	µg/l	*	<5.00
LS1L7 : <b>Chlorure de vinyle</b>	µg/l	*	<0.50
LS1K6 : <b>Trichloroéthylène</b>	µg/l	*	<1.00
LS1KK : <b>cis 1,2-Dichloroéthylène</b>	µg/l	*	<2.00
LS1KW : <b>Bromodichlorométhane</b>	µg/l	*	<5.00
LS1KV : <b>Bromochlorométhane</b>	µg/l	*	<5.00
LS1KT : <b>Dibromométhane</b>	µg/l	*	<5.00
LS1KR : <b>Bromoforme (tribromométhane)</b>	µg/l	*	<5.00
LS1KM : <b>Dibromochlorométhane</b>	µg/l	*	<2.00
LS1KJ :	µg/l	*	<2.00
<b>Trans-1,2-dichloroéthylène</b>	µg/l	*	<2.00
LS1KI : <b>1,1-Dichloroéthylène</b>	µg/l	*	<2.00
LS1KG : <b>1,1,1-Trichloroéthane</b>	µg/l	*	<2.00
LS1K7 : <b>Tetrachlorométhane</b>	µg/l	*	<1.00

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne

5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

ACCREDITATION  
N° 1-1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024

## RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 23E204879

Version du : 05/12/2023

N° de rapport d'analyse : AR-23-LK-254470-01

Date de réception technique : 09/11/2023

Référence Dossier :

Première date de réception physique : 04/11/2023

Référence Commande : CH-DBC-8281-967418

N° Echantillon

001

Référence client :

3407/104

Matrice :

EC

Date de prélèvement :

Date de début d'analyse :

09/11/2023

Température de l'air de l'enceinte :

11.2°C

## Composés Volatils

LS1K3 : 1,2-Dibromoéthane	µg/l	*	<1.00
LS1JW : Ethylbenzène	µg/l	*	<1.00
LS1KA : Toluène	µg/l	*	<1.00
LS1KE : m+p-Xylène	µg/l	*	<1.00
LS1KF : o-Xylène	µg/l	*	<1.00
LS1L1 : Benzène	µg/l	*	<0.50

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saveme  
5, rue d'Otterswiller - 67700 Saveme  
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 918 531 - site web : www.eurofins.fr/env  
SAS au capital de 1 832 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 1 - 1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr  
**ESSAIS**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240321-2024-006-AU  
Date de télétransmission : 21/03/2024  
Date de réception préfecture : 21/03/2024



# ANNEXE III – Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					